

IVG dans la Constitution : la vive inquiétude des évêques de France



Article rédigé par Aleteia, le 12 novembre 2023

Source [Aleteia] : Alors que s'est clôturée ce mercredi 8 novembre l'assemblée plénière à Lourdes, les évêques de France ont annoncé avoir voté plusieurs textes, parmi lesquels une déclaration forte au sujet de l'inscription de l'IVG dans la Constitution.

« Toute vie est un don pour ce monde » : ainsi s'intitule la [déclaration](#) des évêques de France relative à l'inscription de « la liberté d'avorter » dans la Constitution, adoptée le 8 novembre alors que se clôturait leur Assemblée plénière d'automne, à [Lourdes](#). Alors que se profilent un projet de loi sur la fin de vie et un autre sur l'inscription du « droit à l'IVG » dans la Constitution, les évêques ont tenu à exprimer avec force leur inquiétude.

« Nous le réaffirmons : toute vie est un don pour ce monde, un don fragile et précieux, infiniment digne, à accueillir et à servir depuis son commencement jusqu'à sa fin naturelle », déclare ainsi la Conférence des évêques de France (CEF). Rappelant que l'année 2022 a vu [bondir](#) le nombre d'avortements, qui a atteint son plus haut niveau depuis 1990, les évêques pointent du doigt une réalité qui « dépasse la seule question d'un droit pour les femmes ». « Notre société devrait y voir surtout le signe de son échec dans l'éducation, l'accompagnement et le soutien social, économique et humain de celles et ceux qui en ont besoin », regrettent les prélats avant de rappeler le sixième commandement donné par Dieu : « Tu ne tueras point ».

Terre sainte, immigration, béatifications...

Une déclaration dont le titre semble étrangement faire écho aux propos d'[Emmanuel Macron](#) lors de sa visite au Kazakhstan, le 1er novembre. Le président de la République avait alors [affirmé](#) que « toutes les vies comptent dans ce monde », faisant référence au conflit israélo-palestinien. Un sujet brûlant également abordé au cours des différentes discussions, pour lequel les évêques ont réaffirmé l'attachement de l'Église à une solution à deux États. Mgr de Moulins-Beaufort a par ailleurs confirmé que la Conférence des évêques de France serait représentée lors de la marche contre l'antisémitisme dimanche 12 novembre.

Outre sa déclaration sur l'avortement, l'assemblée a également voté un texte relatif au projet de loi sur l'immigration en cours d'examen au Sénat. Rappelant la position du pape François qui s'était exprimé à Marseille les 22 et 23 septembre, les évêques ont voulu attirer l'attention des pouvoirs publics sur plusieurs points, estimant important de ne pas « réduire les questions migratoires à des enjeux sécuritaires ». « Ne regardons pas ceux qui cherchent à rejoindre notre sol comme une menace pour nous, ni ceux qui s'y maintiennent, même dans des conditions irrégulières, comme des délinquants », [exhortent](#)-ils ainsi.

[Lire la suite](#)

12/11/2023 01:00